	<p align="center"><b>Prestations de nettoyage et/ou de bionettoyage des locaux, de nettoyage des vitres</b></p> <p align="center"><b>Procédure formalisée : AOO</b></p>	<p align="right">Page 1 sur 17</p> <p align="right">CCAP n° GH 007-2025</p>
---	---	---



**Groupe Hospitalo-universitaire AP-HP Nord – Université de Paris**

**Beaujon, Bichat - Claude Bernard, Bretonneau, Lariboisière – Fernand Widal, Louis-Mourier, Robert Debré, Saint Louis**

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

### **ENTRETIEN/NETTOYAGE OU DE BIONETTOYAGE DES LOCAUX**

### **Prestations de Services**

**Pouvoir adjudicateur :** Monsieur le Directeur Général de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

**Représenté par :** Monsieur le Directeur du GHU AP-PH. NORD – Université Paris Cité

#### **Lieux d'exécution**

**Hôpital Saint-Louis**  
1, avenue Claude Vellefaux  
75475 Paris cedex 10


**Hôpital Lariboisière**  
2, rue Ambroise Paré  
75475 Paris cedex 10

**Hôpital Fernand Widal**  
200, rue du Faubourg Saint-Denis  
75475 Paris cedex 10

**Hôpital Robert Debré**  
48 boulevard Sérurier  
75935 Paris cedex 19

## **SOMMAIRE**

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ .....	3
1.1 : <i>Objet</i> .....	3
1.2 : <i>Type et montant</i> .....	3
1.3 : <i>Durée</i> .....	3
ARTICLE 2 : FORME DU MARCHÉ .....	4
2.1 : <i>Allotissement</i> .....	4
2.2 : <i>Tranches</i> .....	4
2.3 : <i>Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)</i> .....	4
ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS ET CERTIFICATS .....	4
ARTICLE 4 : ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS .....	5
4.1 : <i>Composition des prix</i> .....	5
4.2 : <i>Variation des prix</i> .....	5
4.3 : <i>Régime des taxes</i> .....	6
ARTICLE 5 : COMMANDE - RECEPTION .....	7
5.1 : <i>Commandes</i> .....	7
5.2 : <i>Réception</i> .....	7
ARTICLE 6 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHÉ .....	8
6.1 : <i>Contrôle</i> .....	8
6.2 : <i>Suivi du marché</i> .....	8
6.3 : <i>Modifications du marché public</i> .....	9
6.4 : <i>Modification de références en cours de marché</i> .....	9
ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE .....	9
7.1 : <i>Obligations quant au personnel</i> .....	9
7.2 : <i>Obligations quand aux visites médicales réglementaires</i> .....	10
7.3 : <i>Obligations quand à l'exécution des prestations</i> .....	10
7.4 : <i>Clause environnementale</i> .....	12
7.5 : <i>Données statistiques (bilan annuel d'activité)</i> .....	12
7.6 : <i>Certificats</i> .....	13
7.7 : <i>Secret professionnel</i> .....	13
7.8 : <i>Accès aux établissements – Identification</i> .....	13
7.9 : <i>Grèves</i> .....	14
7.10 : <i>Vente à des tiers</i> .....	14
ARTICLE 8 : FACTURATION – PAIEMENT .....	14
8.1 : <i>Facturation</i> .....	14
8.2 : <i>Paieement</i> .....	15
8.3 : <i>Avances</i> .....	15
ARTICLE 9 : ASSURANCES .....	15
ARTICLE 10 : RETENUE DE GARANTIE .....	15
ARTICLE 11 : PENALITES - RESILIATION .....	16
11.1 : <i>Pénalités</i> .....	16
11.2 : <i>Résiliation, Litiges</i> .....	17
ARTICLE 12 : DEROGATIONS .....	17

	<p align="center"><b>Prestations de nettoyage et/ou de bionettoyage des locaux, de nettoyage des vitres</b></p> <p align="center"><b>Procédure formalisée : AOO</b></p>	<p align="right">Page 3 sur 17</p> <p align="right">CCAP n° GH 007-2025</p>
---	---	---

## ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

### 1.1 : Objet

Le marché a pour objet la réalisation des **prestations de nettoyage et/ou de bionettoyage des locaux et de nettoyage des vitres d'entretien** nécessaires aux besoins des Hôpitaux universitaires **Lariboisière-F. WIDAL, Saint-Louis et R. DEBRE**, établissements du Groupe Hospitalier Universitaire Paris Nord Paris Cité de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris.

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières. (CCTP)

### 1.2 : Type et montant

Conformément aux dispositions des articles R2124-1, R2131-16 R2131-17 R2131-18, R2124-2, R2161-2 R2161-3 R2161-5 et R2161-4 du code de la commande publique, il s'agit d'une consultation passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert.

Le marché comporte principalement des prestations forfaitaires. Il comporte également des prestations qui seront réalisées par l'émission de bons de commande conformément aux dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la Commande Publique.

Conformément à l'article R 2162-4 du Code de la Commande Publique, le montant maximum de dépenses couvertes par prestations unitaires, sur l'ensemble de la durée de l'accord-cadre, est fixé comme suivant :

- **Lot 1 « hôpital Lariboisière » : montant minimum 0, maxi 60 0000€ HT/an, soit 240 000€HT/4ans**
- **Lot 2 « hôpital Saint-Louis » : montant minimum 0, maxi 60 000€ HT/an, soit 240 000€HT/4 ans**
- **Lot 3 « hôpital R. DEBRE » : montant minimum 0, maxi 60 000 € HT/an, soit 240 000€HT/4ans**

Il est précisé que le montant global de l'accord-cadre tient compte du montant maximum prévu pour les prestations unitaires et du montant forfaitaire (dédié à la réalisation des prestations forfaitaires) qui sera retenu à l'attribution de l'accord-cadre.


### 1.3 : Durée

L'accord cadre sera conclu à compter du 10 septembre 2025 (lots 1 et 2), du 1<sup>er</sup> septembre 2025 (lot 3) pour une durée de 2 ans assortie d'une possibilité de reconduction tacite à 2 reprises à la date anniversaire pour une durée d'un an chaque fois, soit une durée d'environ maximum de **4 ans**.

La date de fin des accords-cadres est fixée au 31 août 2029 pour les 3 lots.

Toutefois, si la notification des marchés devait avoir lieu postérieurement aux dates de démarrage indiquée, celui-ci débiterait à la date de notification (conformément à l'article R2182-4 du code de la commande publique) pour une durée de de 2ans reconductible 2 fois comme prévu ci-dessus.

La durée de validité des bons de commande pourra excéder celle de la durée de l'accord-cadre dans la limite de 3 mois à condition que le bon de commande ait été établi avant la date d'expiration du marché.

	<p align="center"><b>Prestations de nettoyage et/ou de bionettoyage des locaux, de nettoyage des vitres</b></p> <p align="center"><b>Procédure formalisée : AOO</b></p>	<p align="right">Page 4 sur 17</p> <p align="right">CCAP n° GH 007-2025</p>
---	---	---

## ARTICLE 2 : FORME DU MARCHÉ

### 2.1 : Allotissement

La consultation est divisée en 3 lots comme suivant :

- Lot n°1 : hôpital LARIBOISIERE : prestations de nettoyage/entretien des locaux, collecte interne des déchets et livraison pharmacie+ stérilisation
- Lot n°2 : hôpital SAINT-LOUIS : prestations de nettoyage/entretien des locaux,
- Lot n°3 : hôpital universitaire R. DEBRE : prestations de nettoyage/entretien des locaux,

Les candidats peuvent déposer une offre pour un seul lot, deux ou pour les 3 lots.

### 2.2 : Tranches

La consultation n'est pas décomposée en tranche.

### 2.3 : Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

L'accord- cadre comporte les PSE **obligatoires** suivantes :

- Lot n°1 : hôpital LARIBOISIERE :
  - PSE n°1 : mise en place points d'apports volontaires (PAV) **vidage des corbeilles 2 fois/semaine dans les bureaux de la zone 1,**
  - PSE n°2 : Nettoyage des chambres de sortants à la vapeur
- Lot n°2 : hôpital SAINT-LOUIS :
  - PSE n°1 : mise en place points d'apports volontaires (PAV) **vidage des corbeilles 2 fois/semaine dans les bureaux de la zone 1,**
- Lot n°3 : hôpital universitaire R. DEBRE :
  - PSE n°1 : prestation de collecte des déchets : mise en place points d'apports volontaires (PAV) **vidage des corbeilles 2 fois/semaine dans les bureaux de la zone 1,**
  - PSE n°2 : Nettoyage des chambres de sortants à la vapeur

**L'acheteur notifie au titulaire la/les PSE qu'il décide de retenir parmi cette liste. Cette notification intervient concomitamment à celle de l'accord-cadre.**

## ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS ET CERTIFICATS

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières :
  - le BPU et DPGF
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services, en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence ;
- les bons de commande
- Les actes spéciaux de sous-traitance éventuels ;
- L'offre technique du titulaire. Toutefois, les engagements pris par le titulaire qui s'avèrent plus avantageux pour le pouvoir adjudicateur que les pièces particulières et générales ci-dessus priment celles-ci.
- tout document déposé avec l'offre.

**Certificats**

Pour vérifier que le titulaire n'est pas placé dans la situation de l'article L2141 du code de la commande publique, celui-ci est tenu de transmettre tous les six mois, en avril et octobre, quelle que soit la date de début de marché et sans que l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail, et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

**ARTICLE 4 : ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS**

Conformément à l'article R2112-6 du code de la commande publique, les prix des prestations faisant l'objet du marché sont des prix forfaitaires et unitaires hors TVA appliqués aux services et quantités réellement exécutés et/ou livrés.

Ainsi, le contrat est rémunéré soit à :

- Prix forfaitaire rémunérant les prestations récurrentes figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Prix unitaires rémunérant les prestations les ponctuelles ou exceptionnelles figurant dans le bordereau des prix unitaires « hors forfait » (partie à bons de commande), selon les éléments de prix figurant dans ladite partie de l'annexe financière de l'Acte d'engagement.


**4.1 : Composition des prix**

Les prix forfaitaires et unitaires comprennent l'ensemble des coûts afférents à la prestation qu'ils couvrent sans que le titulaire ne puisse soumettre un quelconque prix annexe au pouvoir adjudicateur.

Les prix forfaitaires et unitaires sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la réalisation des prestations.

**4.2 : Variation des prix**

Les prix sont révisables annuellement dans les conditions suivantes :

	<p align="center"><b>Prestations de nettoyage et/ou de bionettoyage des locaux, de nettoyage des vitres</b></p> <p align="center"><b>Procédure formalisée : AOO</b></p>	<p align="right">Page 6 sur 17</p> <p align="right">CCAP n° GH 007-2025</p>
---	---	---

- Les prix du marché sont révisables à compter de l'année N+1, chaque année à la date anniversaire du marché (le mois à considérer étant le mois Mo précisé à l'Acte d'engagement).

La formule de révision est établie à partir de l'indice X selon la formule suivante :

$$P = P_o (0,2 + 0,8 (x / x_o))$$

Dans laquelle :

P = nouveau prix

P<sub>o</sub> = prix initial du marché

X<sub>o</sub> = valeur de l'indice au mois Mo inscrit sur l'Acte d'engagement

X = valeur du même indice à la date anniversaire du marché.

#### **Indice utilisé :**

Indice de prix à la production « Services de nettoyage » (SN) publiés trimestriellement sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) – site « Indices et séries statistiques » de l'INSEE identifiant n° 1561534.

Il appartient au titulaire de présenter une nouvelle annexe financière accompagnée de l'ensemble des éléments de preuve (valeur des indices initiaux et à la date de la révision) à l'appui de la première facture pour laquelle il peut bénéficier de la révision de prix.

- La révision de prix se fera à la demande du titulaire sur présentation par celui-ci (au plus tard trois mois avant la date anniversaire du marché) d'un nouveau bordereau des prix faisant apparaître ses prix révisés.

En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé ou par télécopie, 30 jours avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués.

#### **Clause butoir :**

La variation de prix annuelle résultant de la révision est plafonnée à 3%. La clause butoir empêche l'évolution du prix au-delà du butoir prévu, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.


#### **Clause de sauvegarde :**

Si l'augmentation de prix annuelle résultant de la révision est supérieure à 3%, l'AP-HP se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

### **4.3 : Régime des taxes**

La taxe appliquée au prix hors taxe des prestations est la T.V.A. au taux en vigueur à la date de l'offre. Ces taux ne sont mentionnés qu'à titre indicatif ; en cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

#### **Clause de réexamen du prix**

	<p align="center"><b>Prestations de nettoyage et/ou de bionettoyage des locaux, de nettoyage des vitres</b></p> <p align="center"><b>Procédure formalisée : AOO</b></p>	<p align="right">Page 7 sur 17</p> <p align="right">CCAP n° GH 007-2025</p>
---	---	---

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, les conditions d'exécution financière du marché pourront être adaptées en cas de survenance d'événements susceptibles d'altérer l'équilibre financier du marché en cours d'exécution.

## ARTICLE 5 : COMMANDE - RECEPTION

### 5.1 : Commandes

- Prestations récurrentes :

La prestation dite « forfaitaire » (au sens de récurrente), bien qu'ajustable au vu de l'évolution du besoin sur le long terme) fera l'objet d'un bon de commande mensuel adressé au titulaire par télécopie ou mail par le représentant de l'acheteur.

- Prestations ponctuelles

Les prestations ponctuelles ou exceptionnelles feront quant à elles l'objet de bons de commande adressés au fur et à mesure de l'expression d'un besoin au titulaire par télécopie ou mail par l'Acheteur.

Seuls les bons de commande signés par le représentant dûment habilité et notifié au titulaire devront être honorés.

Tout bon de commande peut être modifié ou annulé par l'établissement sous réserve d'un préavis de 24 heures.

Les commandes seront établies par les hôpitaux **Lariboisière-F. VIDAL, Saint-Louis et Robert-Debré** et transmises au titulaire par voie électronique. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les date, heure et lieu d'exécution.

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Le titulaire a la faculté de faire agréer un ou plusieurs sous-traitants par l'Acheteur.

#### **Validité des bons de commande :**

L'exécution des bons de commandes ne pourra pas excéder la durée du marché au-delà de trois mois et à l'unique condition qu'ils aient été émis pendant la période de validité du marché.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché afin de permettre une exécution/livraison à la date de début de marché.


Si le titulaire du marché est situé dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe.

Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

### 5.2 : Réception

Le représentant de l'acheteur effectue l'ensemble des opérations de vérification quantitative et qualitative à l'issue de la prestation afin de vérifier sa conformité aux CCTP et aux engagements pris par le titulaire à travers son offre.

Ces opérations se déroulent conformément aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS et précèdent l'admission de la prestation (article 30 du CCAG-FCS).

	<p align="center"><b>Prestations de nettoyage et/ou de bio-nettoyage des locaux, de nettoyage des vitres</b></p> <p align="center"><b>Procédure formalisée : AOO</b></p>	<p align="right">Page 8 sur 17</p> <p align="right">CCAP n° GH 007-2025</p>
---	--	---

L'admission de la prestation dite forfaitaire se déroule dans les conditions prévues par l'article 30 du CCAG-FCS.

Toute non-conformité liée au cahier des clauses techniques particulières et observée à la réception par l'hôpital pourra entraîner un refus d'admission.

## ARTICLE 6 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHÉ

### 6.1 : Contrôle

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du titulaire.

### 6.2 : Suivi du marché

Un point mensuel sera fait entre la DASEL et le prestataire, auquel participeront le responsable du site et les chefs d'équipe.

A cette occasion, sera ajusté de façon prévisionnelle le déroulement des opérations de nettoyage pour le mois suivant, en fonction du déroulement des programmes de chantier ou de tout autre incident venant modifier les conditions d'exercice du prestataire.

En outre, ce point sera l'occasion d'aborder les dysfonctionnements éventuels de la prestation et les ajustements nécessaires.

Un compte rendu de cet entretien sera établi par l'hôpital et transmis au prestataire.

- Les représentants de la Société (Chefs d'Equipe) devront rencontrer une fois par mois le Cadre responsable de chaque service où ils supervisent la prestation. Le planning de ces rencontres sera communiqué à l'établissement. Le titulaire fournira auxdits Cadres une fiche mensuelle d'appréciation que les chefs d'équipes colligeront et analyseront à la demande du responsable bio-nettoyage de l'établissement.

- En cas d'événement indésirable, le titulaire devra remédier au dysfonctionnement dans un délai de 24 h et communiquer, dans les mêmes délais, par écrit à l'établissement les mesures correctives envisagées, afin que le dysfonctionnement ne se reproduise pas.

La réponse doit être adressée au service ainsi qu'au responsable chargé du suivi de la prestation de nettoyage ou son représentant.

- Sur les secteurs où une fiche de traçabilité de la prestation a été mise en place, toute prestation non signée sera considérée comme non réalisée et pourra faire l'objet d'une pénalité.


- Au regard des taux de conformité émis lors des contrôles contradictoires, de l'absence de réponse aux fiches de signalement ou de non amélioration de la prestation, une mise en demeure sera envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

- Dans le cas d'une non-conformité relative à la sécurité des personnes (inaptitude médicale, vaccinations non réalisées, non-respect des règles en vigueur dans l'établissement en matière de sécurité notamment), un avertissement sera adressé au titulaire, à charge pour lui de répondre dans un délai de 48h.

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du produit donnera lieu à l'émission d'une lettre de non-conformité communiquée au titulaire qui est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission,



	<p align="center"><b>Prestations de nettoyage et/ou de bionettoyage des locaux, de nettoyage des vitres</b></p> <p align="center"><b>Procédure formalisée : AOO</b></p>	<p align="right">Page 9 sur 17</p> <p align="right">CCAP n° GH 007-2025</p>
---	---	---

d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles (28, 29 et 30 du CCAG FCS) sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire.

Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

### **6.3 : Modifications du marché public**

En application de l'article R 2194-1 du Code de la Commande Publique, l'Acheteur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de nouveaux bâtiments sur les sites hospitaliers, de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de **cette clause de réexamen** pourra être initiée à l'initiative de l'Acheteur ou sur demande justifiée du titulaire du marché. La demande devra parvenir à l'Acheteur par LRAR.

### **6.4 : Modification de références en cours de marché**

Des modifications de références pourront avoir lieu en cours de marché sous réserve :

- que les nouvelles références respectent le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- que les nouvelles références ne soient pas de nature à diminuer la qualité technique de l'offre initiale du titulaire.

En cas de demande de changement définitif de référence produit :

Cette demande de changement devra être faite un mois avant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle référence et sous réserve d'acceptation. En cas de non-respect de ce délai, application sera faite d'une pénalité de 500 euros HT.

En cas de demande de changement ponctuel de référence de produit :

Cette demande de changement devra être faite 7 jours avant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle référence et sous réserve d'acceptation expresse par l'AP-HP.


Les éléments à fournir sont les suivants : libellé du produit, référence commerciale, conditionnement, prix unitaire, fiche technique, date et durée d'effet.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE**

### **7.1 : Obligations quant au personnel**

Le Titulaire doit respecter les dispositions légales et réglementaires françaises en matière de droit du travail et la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011.

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est

	<p align="center"><b>Prestations de nettoyage et/ou de bionettoyage des locaux, de nettoyage des vitres</b></p> <p align="center"><b>Procédure formalisée : AOO</b></p>	<p align="right">Page 10 sur 17</p> <p align="right">CCAP n° GH 007-2025</p>
---	---	--

envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

#### Obligation de reprise du personnel

Le titulaire est tenu à une obligation de reprise du personnel actuellement affecté à l'exécution du marché en cours, en application des dispositions de l'article L. 1224-1 du code du travail, ainsi que des articles 7 et suivants de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011, tous les contrats de travail en cours au jour de la modification, en l'occurrence le changement de Titulaire, subsistent entre le nouvel employeur et le personnel de l'entreprise.

### **7.2 : Obligations quand aux visites médicales réglementaires**

Conformément à de la Convention collective nationale des activités du déchet du 11 mai 2000. Étendue par arrêté du 5 juillet 2001 JORF 17 juillet 2001 Titre VI : *Hygiène et sécurité-Prévoyance VI-1. - Hygiène et Sécurité - Médecine du travail - Article 6.6*, le titulaire s'engage à soumettre le personnel exerçant ses fonctions au sein de l'Hôpital R. DEBRE (y compris le personnel assurant des remplacements ponctuels) à toutes les visites médicales, réactions cutanées tuberculiques (les employés âgés de moins de 35 ans devront recevoir une vaccination par le BCG au cas où la réaction à la tuberculine serait négative), radiographie pulmonaire et vaccinations prévues par la réglementation générale (y compris vaccinations obligatoires du personnel hospitalier).

Les divers examens, épreuves et vaccinations ci-dessus visés sont à la charge du prestataire. Il devra fournir les justificatifs du suivi médical du personnel qui seront tenus à disposition du référent désigné par la Direction de l'hôpital, dès le 1er mois de l'exécution du marché et à chaque changement d'agent. En cours de marché, il pourra être amené à fournir à la demande de l'administration, la preuve que les prescriptions du présent paragraphe ont été respectées.

### **7.3 : Obligations quand à l'exécution des prestations**


Le présent marché comporte une **obligation de résultat**. Il appartient donc au titulaire de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer les prestations exigées dans le CCTP en veillant au respect des fréquences imposées pour chacun des bâtiments, locaux et zones, décrits dans le CCTP et de mettre en place les effectifs, nécessaires à une bonne exécution de la prestation. Une réunion d'informations relative aux spécificités d site sera organisée en début de marché par l'équipe opérationnelle hygiène des hôpitaux à l'ensemble des agents du prestataire intervenant sur le site.

- Le titulaire est responsable de ses agents en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution de la prestation, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses préposés.

- L'emploi effectif sur les sites ne pourra se faire qu'avec l'accord formalisé de la personne publique.

- Le titulaire devra fournir par écrit au Directeur des Approvisionnements, des Services Economiques et Logistiques la liste nominative du personnel employé sur le site à compter de la date de début d'exécution des prestations ainsi que tout mouvement, remplacement, congé ou détachement d'agent. Cette liste sera tenue à jour mensuellement ou dès ajout ou changement de personne pour une période consécutive supérieure à quinze jours.

- En cas d'absence d'un agent d'exécution, il sera remplacé par un agent de qualification équivalente ou ayant acquis la formation des procédures dans les zones de son affectation. Chaque nouvel agent sera présenté à son service d'affectation par l'encadrement, lors de sa prise de poste muni de son certificat d'aptitude médicale.

	<p align="center"><b>Prestations de nettoyage et/ou de bio-nettoyage des locaux, de nettoyage des vitres</b></p> <p align="center"><b>Procédure formalisée : AOO</b></p>	<p align="right">Page 11 sur 17</p> <p align="right">CCAP n° GH 007-2025</p>
---	--	--

Le Responsable du bio-nettoyage de l'hôpital devra être informé par le titulaire dans un premier temps par oral puis par confirmation écrite :

- 48 heures avant pour une absence prévue
- Dans un maximum de 2 heures pour une absence constatée à la prise de poste.
- L'entreprise devra fournir, dès le 1er mois de l'exécution du marché, un **plan de prévention de coactivité** écrit en vue du respect des prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité. Ce plan sera élaboré en commun avec l'Hôpital R. DEBRE selon le décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail. Une copie de ce plan de prévention sera adressée aux 3 sites hospitaliers.

### **Discipline intérieure**

Le personnel du titulaire sera soumis aux règlements concernant la discipline intérieure applicable aux agents de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

- Tout personnel, titulaire ou remplaçant, doit se conformer au règlement intérieur de l'hôpital.
- L'usage des matériels et équipements que renferment les locaux notamment les appareils audio, vidéo, photocopieur télécopieur, matériel informatique est également interdit.
- Il sera tenu au respect de la liberté de conscience de chacun ; sont interdits toutes formes d'interventions et de port de signes ostentatoires concernant les opinions politiques, ou religieuses.
- Avant d'entrer dans les chambres et bureaux, les personnels du titulaire devront frapper à la porte et attendre la réponse avant de pénétrer.
- L'hôpital se réserve le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement immédiat du personnel dont le comportement n'est pas conforme ou ne donne pas satisfaction.

### **Formation initiale et continue des personnels**

Elle concerne tous les agents mis à disposition par l'entreprise.

Elle doit être adaptée au poste occupé par l'agent et lui permettre de maîtriser les procédures de nettoyage et de bio-nettoyage au regard de la zone considérée ainsi que les modalités de collecte des déchets. Les agents devront être formés régulièrement en fonction de l'évolution de la réglementation et/ou des technologies.

Ainsi, en fonction du poste occupé, l'ensemble des agents sera formé à l'hygiène hospitalière, aux techniques de collecte (tri sélectif, réglementation, sécurité...) et à l'utilisation des différents matériels. Les cadres et chefs d'équipes devront avoir suivis une formation sur l'organisation du travail, l'encadrement et le contrôle qualité.


Le prestataire devra transmettre à l'hôpital le contenu des formations dispensées aux agents intervenant sur le site (Hôpital R. DEBRE) du groupe hospitalier ainsi que les feuilles d'émargements.

A l'issue des 6 premiers mois du marché, le titulaire présentera un bilan et établira la liste des agents ayant participé aux différentes formations qu'il aura mises en place. Chaque année il présentera son programme de formation pour l'année en cours ainsi que le bilan de l'année écoulée.

### **Sécurité / Accidents**

En matière de sécurité, le prestataire aura l'obligation de se conformer au règlement intérieur des établissements :

- Fermeture des portes

	<p align="center"><b>Prestations de nettoyage et/ou de bionettoyage des locaux, de nettoyage des vitres</b></p> <p align="center"><b>Procédure formalisée : AOO</b></p>	<p align="right">Page 12 sur 17</p> <p align="right">CCAP n° GH 007-2025</p>
---	---	--

- Respect des procédures d'accès
- Fermeture de l'éclairage dans les locaux vides (sauf contre-indication)

Le personnel d'exécution devra informer son responsable de tout incident observé lors des (pannes diverses, obstacles au bon déroulement des prestations, etc...). Les mesures correctrices et préventives incombant au titulaire seront prises et le référent désigné par la direction de l'hôpital en sera informé, dans les meilleurs délais, déterminant en conséquence les mesures incombant à l'hôpital le cas échéant.

Les accidents du travail et en particulier les cas d'exposition au sang seront signalés au chef de chantier qui devra en informer par écrit le directeur de la structure, et ceci dans les plus brefs délais. Les agents du titulaire se conformeront à la conduite à tenir en cas d'accident exposant au sang (A.E.S.) au travail, conduite qui sera communiquée au titulaire par le référent désigné par la Direction de l'hôpital. Le titulaire devra en informer ses agents.

Le titulaire du marché devra sensibiliser son personnel sur la sécurité et prendre toutes les mesures nécessaires afin que les produits d'entretien ne soient pas à la portée des patients et afin que les consignes d'accès aux locaux et aux équipements soient respectées.

Le titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour prévenir et éviter les chutes de tiers lors d'interventions sur les sols (par exemple : pose de panneaux signalant le danger).

#### **7.4 : Clause environnementale**

Afin de réduire les impacts environnementaux du nettoyage, le titulaire s'engage à utiliser dès que possible des produits éco-labellisés ou ayant des caractéristiques au moins équivalentes à celles d'un écolabel européen

Pour les produits non couverts par un écolabel seront pris en compte :

- la concentration des produits
- le taux de biodégradabilité
- la limitation du contenu en substances dangereuses en se basant sur l'étiquetage.

Le titulaire s'engage à dispenser à tous ses agents une formation à l'utilisation des produits et méthodes respectueuses de l'environnement (juste dosage des produits, utilisation de produits pré-dosés ou de systèmes de dosage automatique, limitation des consommations d'eau et d'énergie, origine et nuisances des poussières et salissures, quand désinfecter avec parcimonie, tensioactifs, échelle de potentiel hydrogène, dosage, solvants, micro-organismes, produits de traitement de protection, étiquetage de danger, ...).


Par ailleurs, dans le cadre de son offre, le titulaire s'engagera à établir un plan d'actions annuel en lien avec les actions qui seront mises en place dans le cadre du développement durable (écolabel, machines à économie d'eau et/ou d'énergie, matériel recyclable....) au sein de l'Hôpital R. DEBRE.

Ce plan d'actions devra être transmis aux Responsables du service de bio-nettoyage de l'établissement lors de la mise en place du marché puis tous les ans avant la fin du 1er trimestre de l'année en cours, accompagné d'un bilan des actions menées sur l'année passée.

Enfin, le prestataire devra veiller à sensibiliser son personnel à des gestes simples en faveur de l'environnement, tels qu'éteindre la lumière en sortant d'une pièce inoccupée.

#### **7.5 : Données statistiques (bilan annuel d'activité)**

De manière à matérialiser leur souci commun de recherche de la qualité, les deux parties conviennent d'établir un bilan évaluatif annuel des prestations objets du présent marché.

	<p align="center"><b>Prestations de nettoyage et/ou de bionettoyage des locaux, de nettoyage des vitres</b></p> <p align="center"><b>Procédure formalisée : AOO</b></p>	<p align="right">Page 13 sur 17</p> <p align="right">CCAP n° GH 007-2025</p>
---	---	--

Ces bilans seront exposés lors d'une réunion qui se tiendra sur site hospitalier. Elle donnera également l'occasion aux deux parties d'exposer tout dysfonctionnement éventuel (technique, administratif, financier,...) et d'envisager toute amélioration.

Indépendamment de ces bilans annuels, des réunions techniques semestrielles pourront également avoir lieu entre le titulaire et l'Acheteur. Le titulaire sera chargé de la rédaction du compte rendu des réunions semestrielles et du bilan annuel. Ce compte-rendu devra parvenir dans les 15 jours suivant la réunion. Sans remarque de l'Acheteur dans les 15 jours suivants, le compte rendu sera considéré comme validé par les deux parties. Le temps consacré à ces réunions ne sera pas facturé.

En cas de non transmission des éléments dans les délais cités ci-dessus, l'Acheteur pourra émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière selon les modalités décrites dans le présent document.

#### **7.6 : Certificats**

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

#### **7.7 : Secret professionnel**

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.


Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'AP-HP ou d'un tiers.

#### **7.8 : Accès aux établissements – Identification**

Les personnels du titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur. Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

	<b>Prestations de nettoyage et/ou de bionettoyage des locaux, de nettoyage des vitres</b>  <b>Procédure formalisée : AOO</b>	Page 14 sur 17  CCAP n° GH 007-2025
---	--	---

### 7.9 : Grèves

**En cas d'arrêt de travail, le titulaire devra assurer les prestations considérées comme indispensables au (à adapter à l'objet du marché) en accord avec la personne publique.**

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, **l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.**

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

### 7.10 : Vente à des tiers

Le titulaire s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de produits portant le logo Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, y compris en cas de résiliation ou de non-reconduction du marché. En cas de non-respect de cette clause, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

## ARTICLE 8 : FACTURATION – PAIEMENT

### 8.1 : Facturation

Conformément à l'article L 2192-1 du code de la commande publique, le titulaire du marché doit transmettre ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.


Il convient de préciser que l'Acheteur se réserve le droit de ne pas traiter toute facture ne transitant pas par le vecteur Chorus Pro, conformément aux dispositions du décret n°2019-748 (18/07/2019) relatif au développement de la facturation électronique dans la commande publique.

Les factures ne doivent comporter aucunes conditions générales de vente (les Conditions Générales de Ventes sont systématiquement nulles et non avenues).

**Les factures doivent indiquer :**

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- nom et adresse du créancier ;
- les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le code APE ;
- la désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation ;
- le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le montant total des fournitures livrées T.T.C. ;
- le n° du bon de commande ;



	<p align="center"><b>Prestations de nettoyage et/ou de bionettoyage des locaux, de nettoyage des vitres</b></p> <p align="center"><b>Procédure formalisée : AOO</b></p>	<p align="right">Page 15 sur 17</p> <p align="right">CCAP n° GH 007-2025</p>
---	---	--

- le code service de l'établissement ayant passé commande ;
- le numéro de marché ;
- les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.

**L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.**

**Les prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.**

## **8.2 : Paiement**

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-FCS.

En application des dispositions de l'article R 2192-11 du Code de la Commande Publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R 2192-10 et 11 du Code de la Commande Publique

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

## **8.3 : Avances**

Le titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles R 2191-3 à 19. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

# **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

Antérieurement à la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :


- pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

En outre, le titulaire est tenu d'informer l'AP-HP de toute modification relative à son assurance (résiliation, changement de compagnie) dans les jours suivant sa décision.

# **ARTICLE 10 : RETENUE DE GARANTIE**

Le ou les fournisseurs sont dispensés du versement de la retenue de garantie.

	<p align="center"><b>Prestations de nettoyage et/ou de bionettoyage des locaux, de nettoyage des vitres</b></p> <p align="center"><b>Procédure formalisée : AOO</b></p>	<p align="right">Page 16 sur 17</p> <p align="right">CCAP n° GH 007-2025</p>
---	---	--

Toutefois, le marché peut faire l'objet d'une garantie dans les conditions prévues aux articles R 2191-32 à 35 du Code de la Commande Publique.

## ARTICLE 11 : PENALITES - RESILIATION

### 11.1 : Pénalités

En cas de non-respect des obligations définies au présent Cahier des clauses administratives particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 500 € par jour de retard.

#### **Pénalités de retard et d'indisponibilité**

Lorsque l'administration estime que les prestations ne satisfont pas aux conditions du marché, elle peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction sur la facture suivante.

Des pénalités peuvent être appliquées à la discrétion de l'Acheteur :

- dès que le seuil d'acceptabilité défini par le contrôle contradictoire prévu au CCTP n'est pas atteint.
- dès l'absence de mise en œuvre d'actions correctives suite à un événement indésirable dans les délais prévus ; des contrôles contradictoires seront effectués chaque jour jusqu'à obtention du résultat attendu. Ces contrôles seront intégrés dans le lot mensuel des contrôles contradictoires ;
- dès que des manquements en lien avec l'exécution du marché seront constatés.

#### **Seuil d'acceptabilité non atteint**

A la fin de chaque mois, une moyenne des scores obtenus aux contrôles contradictoires réalisés au cours du mois écoulé, sera calculée pour chaque zone.

Si cette moyenne mensuelle montre un score inférieur au seuil d'acceptabilité prédéfini pour la zone concernée, des pénalités financières seront appliquées par zone à hauteur de 100 € nets par point inférieur aux seuils d'acceptabilité fixés au CCTP.

La réfaction sera réalisée sur la facture du mois suivant.

#### **Pénalités de retard de mise en place d'actions correctives**

- ↳ 100 euros par jour de retard et par document dans la fourniture des documents suivants :
- Plan de prévention : un mois à compter du début d'exécution du marché ;
  - Liste nominative des agents et fiches de poste : 15 jours à compter du début d'exécution du marché ;
  - Calendrier annuel des prestations autres que journalières : 30 jours à compter du début d'exécution du marché ou à compter de sa date anniversaire ;
  - Liste des matériels conformes à la proposition de l'offre du titulaire : 30 jours à compter de la notification du marché ;
  - Liste des produits : 30 jours à compter de la notification du marché ;
  - Fourniture du badge avec photo à tous les agents de l'entreprise : 15 jours à compter du début d'exécution du marché / pour tout nouveau recruté ou remplaçant, 8 jours à compter du jour de prise de poste ;
  - Absence de compte-rendu d'audit, de plans d'actions : 15 jours à compter de la réalisation de l'audit.



### **Pénalités dans l'exécution du marché**

↪ 100 euros

- Par trousseau de clé perdu ;
- Par jour d'absence d'un personnel non remplacé ;
- Par absence à une réunion programmée.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque les conditions d'application de ces pénalités sont constatées, celles-ci sont applicables au premier euro, de plein droit, et sans mise en demeure préalable du titulaire du marché.

Par ailleurs, le montant des pénalités pouvant être infligé à l'entreprise n'est pas plafonné.

### **Bilan annuel d'activité**

Dans le cas où le titulaire ne transmet pas ses données statistiques dans les délais prévus au paragraphe 7.1 du présent document, l'hôpital pourra émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière dont le montant, par jour de retard à compter du 16<sup>ème</sup> jour du deuxième mois suivant la fin du trimestre, sera de 0,1% du montant minimum du marché.

## **11.2 : Résiliation, Litiges**

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG – FCS et des articles R2191-30 et -31 du code de la commande publique s'appliquent pleinement à cet article.

Le titulaire peut demander la résiliation du marché conformément aux articles 40.1 et 40.2 du CCAG-FCS.

En cas d'infraction caractérisée aux clauses énoncées au présent marché, le Pouvoir Acheteur peut résilier le marché sans indemnité, après que le titulaire ait été mis en demeure de présenter ses observations.

Tout différend du titulaire avec le pouvoir adjudicateur est réglé suivant les voies contentieuses administratives devant le Tribunal Administratif de Paris sis 7, rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04.

Les parties tenteront au préalable de résoudre leur désaccord à l'amiable dans les conditions fixées par l'article 46 du CCAG – FCS et les dispositions du code de la commande publique (articles L2197-3 et suivants et R2197-1 à R2197-25).

### **EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU PRESTATAIRE**

Les conditions d'exécution aux frais et risques du titulaire sont définies dans l'article 45 du CCAG FCS.

## **ARTICLE 12 : DEROGATIONS**

Le présent CCAP déroge aux dispositions suivantes du C.C.A.G.-FCS :

Article du CCAP dérogé	Article du CCAG correspondant	Objet de l'article auquel il est
Article 1.3	Article 13.1	Durée du marché
Article 11.1	Article 14	Pénalités pour retard
Article 5 et 11.2	Article 41.1	résolution
Article 2	Article 4.1	Ordre des pièces

Les autres dispositions dudit CCAG s'appliquent pleinement au marché.